

*Budget—M. Laprise*

des questions, et quand on parle de milliards de dollars, c'est quelque chose. Ces milliards de dollars que nous donnons chaque année, nous dépassons maintenant le cap des 6.5 milliards de dollars en intérêt sur la dette nationale, ces 6.5 milliards de dollars-là ne reviennent pas dans l'administration. Lorsqu'on impose les travailleurs pour payer les pensions de sécurité de la vieillesse, des allocations familiales et pour défrayer des travaux publics, des développements de toutes sortes, cela revient de quelque façon dans l'administration. Mais quand on taxe les mêmes travailleurs pour payer l'intérêt à ceux qui détiennent cette dette monumentale du pays, cet argent-là n'est pas redistribué, il faut aller le emprunter au taux d'intérêt que nous connaissons actuellement et qui atteint maintenant 10 p. 100 par année.

Monsieur l'Orateur, le peuple canadien est en droit et commence à se demander où tout cela va le conduire. Qu'est-ce que ce sera l'an prochain? Qu'est-ce que ce sera dans deux ans? Et cela ne peut pas durer ainsi éternellement, il va falloir que cela casse quelque part. On a connu un krach en 1939, on est sans doute à la veille d'en connaître un autre parce qu'il y a des limites à endetter un pays, à endetter un peuple. Dans les années 30, alors qu'on connaissait une crise, qu'on disait une crise économique, personne n'avait d'argent. Il y avait des produits en surabondance partout, qui embarrassaient tout le monde, les entrepôts regorgeaient de produits de toutes sortes. Il y avait des chômeurs partout qui ne demandaient pas mieux que de travailler mais il n'y avait pas d'emploi et pour ceux qui travaillaient, il n'y avait pas de salaire.

Or, monsieur l'Orateur, les gens souffraient devant l'abondance. Lorsque la guerre s'est déclarée, du jour au lendemain, on a trouvé l'argent qui faisait défaut quelques mois auparavant, mais là il fallait construire des tracteurs pour faire la guerre, il fallait construire des engins, fabriquer des munitions, et on donnait du travail à tout le monde. On a trouvé l'argent qu'il fallait. Et pendant que les hommes étaient dans les usines, dans les industries pour fabriquer des engins de guerre, des munitions, on versait des salaires et les salariés achetaient des biens de consommation, ce qui faisait travailler d'autres gens, de sorte que durant la guerre tout le monde travaillait, tout invalide pouvait se trouver un emploi, de fait tout le monde travaillait. Telle a été l'économie de guerre. Mais tout de suite après la fin des hostilités, on était prêt à retomber dans le même panneau d'avant la guerre. On était dans des difficultés financières, économiques, et le gouvernement pour tenter de préserver l'économie, pour tenter de préserver l'emploi a continué à s'endetter continuellement.

Or, monsieur l'Orateur, une telle administration, je pense bien que c'est facile à remplacer, et il faut chercher d'autres moyens que ceux que nous connaissons, que ceux des économistes actuels.

On fait rire à certaines moments. Lorsque je voyais le ministre prononcer son discours, je me rappelais des années 1960, lorsque le même ministre se moquait de la piastre à Caouette, de la piastre du Crédit social, il trouvait cela bien drôle. Mais aujourd'hui, nous avons les 85c. à Chrétien, ce n'est pas beaucoup plus drôle. On appelait alors les propositions monétaires du Crédit social la *funny money*. Aujourd'hui nous avons la monnaie triste, parce que cela fait mal même si le ministre, au cours de l'été dernier, à plusieurs occasions,

disait et répétait que la dévaluation du dollar était quelque chose qui pouvait relancer l'économie, que cela pouvait faciliter nos exportations. Monsieur l'Orateur, plutôt que de chercher à exporter notre production, à développer un marché international, cherchons donc plutôt à développer un marché national, un marché intérieur en redonnant au dollar, au pouvoir d'achat, sa valeur réelle, valeur que le pouvoir d'achat a perdue à cause de cette administration-là.

C'est ce qu'il lui faut chercher, monsieur l'Orateur. Le ministre des Finances déclarait que la dévaluation du dollar à 90c., à 89c., à 88c. et même à 85c., il est descendu à 84c., eh bien cela nous permet d'exporter à meilleur marché. On pourrait exporter davantage. Monsieur l'Orateur, hier soir, le ministre des Finances nous disait le contraire dans son exposé budgétaire écrit à la page 5. Le ministre disait ceci, et je cite:

L'indice des prix à la consommation s'est élevé plus vite que prévu.

Il s'est trompé sur toute la ligne, ce n'est pas nouveau.

En septembre, il dépassait 8.6 p. 100 son niveau d'un an auparavant. Cette reprise de l'inflation...

Remarquons bien:

Cette reprise de l'inflation n'est pas due à l'accélération de la hausse de nos revenus ou de nos coûts intérieurs, mais à la hausse du prix de l'alimentation et au fléchissement du dollar.

Hier soir, le ministre a admis que la reprise de l'inflation était due au fléchissement du dollar. C'était le contraire de ce qu'il avait affirmé tout au cours de l'été alors qu'on l'interrogeait, au cours de la dernière session et au début de la session actuelle, sur la dévaluation du dollar canadien. S'il avait été exact que la dévaluation du dollar canadien pouvait augmenter et nos exportations pouvaient augmenter le climat économique canadien, alors pourquoi pas le descendre à 80c., à 75c. et même à 50c., si cela était efficace.

En voici la preuve: le ministre n'y croyait pas du tout puisque, de concert avec le président de la Banque du Canada, ils ont fait tous les efforts qu'ils pouvaient faire pour emprunter sur le marché américain et un peu partout pour tâcher de sauver ce dollar-là. Chaque fois qu'on a fait ces efforts-là, on a fait exactement le contraire de ce qu'on aurait dû faire. On a, par ce moyen-là, plutôt créé une méthode pour exporter des intérêts, pour exporter des dividendes à l'extérieur, pour exporter, pour agrandir l'écoulement de nos dollars vers l'extérieur, alors qu'il aurait fallu les préserver, les retenir chez soi.

Or, monsieur l'Orateur, un gouvernement n'a que trois moyens pour obtenir les fonds nécessaires pour faire face à ses obligations, et pour le gouvernement, ses obligations premières sont de donner une administration efficace à toute la population, non seulement à quelque partie de la population mais à toute la population, il lui faut non seulement offrir des avantages aux gros propriétaires d'immeubles que j'appelle moi des cages à poules, non, il lui faut offrir des avantages aussi aux propriétaires d'habitations familiales, non seulement aux gros propriétaires mais aux petits également. C'est une omission dans le discours du budget que nous avons entendu hier soir. Il n'y a rien pour le petit propriétaire ou le locataire qui veut devenir propriétaire; on l'a oublié complètement. Or, monsieur l'Orateur, cela fait partie des obligations du gouvernement.

On a passablement négligé aussi la petite et la moyenne entreprise. On n'a rien fait d'autre de nouveau que ce que nous connaissons actuellement, et le gouvernement ne fait que commencer à s'intéresser à la petite et à la moyenne entre-